



Mise en contexte

Les années 1845-1849 voient l'incertitude économique et politique revenir dans un espace pourtant préservé depuis la fin des guerres napoléoniennes, au-delà des soubresauts révolutionnaires des années 1830-1834 en France, en Belgique, en Pologne ou en Italie. Le Congrès de Vienne en 1815 avait jeté les bases d'une paix durable qui prévalut jusque dans les années 1850 au moins, fixant le cadre d'un « concert européen ». Celui-ci bridait les égoïsmes nationaux et prenait acte d'un intérêt commun à garantir, avec les frontières, la prospérité économique. L'industrialisation se déployait alors lentement sur les territoires européens, autour des bastions miniers, des vallées fluviales et des premiers chemins de fer. Schématiquement on peut opposer une Europe de l'Ouest (où l'industrialisation est amorcée et la société délivrée du carcan de la féodalité) ; et une Europe de l'Est et du Sud (où il existe quelques îlots d'industrialisation et où la société reste dominée par la noblesse terrienne avec ses privilèges. Dans certaines provinces de l'empire des Habsbourg, le servage est encore pratiqué).

Les premières lois sociales, souvent le fait d'élites politiques conservatrices et craintives face à des pauvres trop nombreux, issus des nouvelles classes laborieuses urbaines, étaient édictées : réduction du temps de travail des enfants, lutte contre la pénibilité du travail féminin, premières lois sur l'obligation scolaire dessinaient les contours de ce que l'on pourrait appeler, avec prudence, l'objectif de progrès social et moral. Le commerce international progressait à mesure que se modernisaient les transports, et se réduisait leur coût. L'espace-temps semblait se contracter pour ces échanges sur longue distance, alors qu'au plan local le maillage des échanges restait très distendu, aléatoire, et que le temps d'accès au marché demeurait bien long, du fait de la médiocrité des transports intérieurs. Une première forme de mondialisation apparaît donc au milieu du XIX^e siècle, qui coexiste avec l'affirmation d'un côté du nationalisme et de l'autre du communisme ; le dogme britannique libre-échangiste, tout comme l'universalisme français, sont contestés par les penseurs allemands, comme Fichte ou List, défendant le droit des nations contre ces pensées cosmopolites. Ils sont rejetés aussi par les penseurs italiens, opposant les nations prolétaires aux nations impérialistes et bourgeoises.

La révolution industrielle amorcée en 1780-1830 fut victime de son succès : dès 1870, on produisait trop de rails, on spécialisait trop les cultures agricoles à des fins d'intégration au commerce international, les banques prenaient plus de risques que la taille de leur capital ne leur permettait. La protection des inventions (la machine à vapeur brevetée par le Parlement anglais, notamment) a sans doute eu tendance à freiner l'essaimage de l'innovation et à casser les dynamiques entrepreneuriales théorisées plus tard par J. A. Schumpeter... La demande intérieure ne suffit pas à absorber l'offre, car les revenus des populations n'avaient pas assez progressé, comme le comprirent rapidement S. de Sismondi ou T. Malthus. Le commerce international manquait encore de fluidité, si bien que la demande extérieure ne pouvait pas compenser l'atonie de la consommation intérieure. La question de la justice sociale était encore loin d'être centrale dans ce monde où l'assistance était laissée aux structures mutualistes, à l'Église ou aux entreprises paternalistes. L'État providence était alors redouté, considéré comme un marchepied vers le socialisme. Les pouvoirs publics se contentaient d'assumer, sauf cas exceptionnel, leurs seules fonctions régaliennes, même s'ils ne répugnaient pas aux investissements dans le commerce à la grande aventure.

Une conception matérialiste de l'histoire des crises voudrait tisser un lien évident entre ces troubles économiques et le printemps des peuples européens qui emporte l'Italie, puis la France et l'Europe de l'Ouest. L'histoire politique, même si elle n'est pas coupée des préoccupations sociales et des turpitudes économiques, suit pourtant son propre chemin, comme nous le verrons en retraçant brièvement les étapes des révolutions politiques, initiées au début de l'année 1848, mais avortées dix-huit mois plus tard à peine.

1 Les causes : la crise est-elle d'abord la conséquence d'une pénurie alimentaire et donc une crise classique de subsistance, ou bien s'explique-t-elle en amont par une crise industrielle et financière ?

1.1. Une crise alimentaire et agraire à géométrie variable

Longtemps a prévalu un schéma interprétatif de la crise esquissé par l'historien Ernest Labrousse¹, expert des crises de subsistance et du lien entre les fluctuations des prix et les crises économiques et sociales. Une mauvaise récolte crée une situation de pénurie, le grain devenu rare se renchérit, phénomène aggravé par la spéculation. Une minorité d'accapareurs concentre le grain disponible pour en faire artificiellement monter les prix, puis relâche les stocks sur le marché pour le revendre à très haut prix, dégageant une substantielle plus-value. Cette situation entraîne des bouleversements des systèmes agraires : des paysans propriétaires ruinés cherchent à vendre leurs terres à vil prix, après s'être séparés de leur maigre bétail ; les ouvriers agricoles sont au chômage ; les cultures devenues moins rentables sont abandonnées au profit d'autres souvent nutritionnellement insatisfaisantes. Quelques paysans préservés de la crise profitent de la situation pour racheter des terres et agrandir leur patrimoine, chassent leurs ouvriers et closent leurs propriétés (*enclosures*) en misant sur une culture spéculative qui peut trouver un débouché dans l'industrie locale (abandon des céréales et retour aux prairies peuplées de moutons) ; modification des systèmes de faire-valoir (métayage, ferme) ; mise en culture de terres de moins en moins fertiles ; accaparement des derniers communaux par les communes alors que les plus pauvres des paysans y avaient souvent, irrégulièrement, pris l'habitude de cultiver la terre... La crise provoque des dommages démographiques divers : la baisse des revenus empêche les pères de constituer des dots pour leurs filles. Les mariages sont retardés, et de fait les naissances décalées. Les organismes affaiblis sont vulnérables aux maladies, « pestes » ou choléra et typhus.

La nouveauté de cette crise de 1845-1849 selon Labrousse est que la classique crise de subsistance dégénère peu à peu en crise agro-industrielle. Le renchérissement des prix du grain fait que le poste budgétaire de l'alimentation accapare tous les revenus des plus pauvres. Ils cessent alors de consommer les produits artisanaux souvent produits dans les bourgs de proximité. La crise

1. Ernest Labrousse, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus au XVIII^e siècle* (1933) et surtout *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, PUF, 1944.

agricole dégénère en crise de sous-consommation de produits artisanaux, « industriels ». Les artisans des villes sont privés de revenus et parallèlement paient de plus en plus cher leur approvisionnement en nourriture. La crise devient aussi politique : au plan local la faim déclenche la recherche de boucs émissaires et des chasses aux riches et aux possédants. Les élites politiques (échevins, seigneurs ruraux, gros laboureurs) sont les premières victimes tout comme les minorités accusées d'accaparer ou de souiller les récoltes. Il faut bientôt accroître ses importations, de Russie ou d'Ukraine notamment, d'Angleterre aussi, pour compenser la maigreur des récoltes nationales. Les finances publiques sont au plus mal et le spectre de la révolution et du changement de régime apparaît.

En réalité ces automatismes sont largement contestés maintenant par les historiens. Labrousse lui-même avait nuancé ses propos sur la fin de sa carrière :

« Il n'y a donc pas de crise de subsistances sans crise économique générale dans le voisinage. Ce qui d'ailleurs n'implique pas la seule mise en cause des subsistances, ni même une quelconque participation. Le cycle industriel a aussi son propre dynamisme sur lequel on reviendra bientôt¹. »

Certains contemporains éclairés avaient immédiatement contesté par exemple le lien entre cherté des prix et crise économique. Ainsi l'économiste Clément Juglar affirmait dès 1862 :

« Les mauvaises récoltes, la cherté des céréales, par leur retour périodique, se rencontrent assez dans notre pays avec l'engouement du portefeuille des banques et apportent une nouvelle complication à une situation déjà mauvaise : leur présence n'est cependant pas indispensable pour produire une crise commerciale². »

La crise agricole liée à la cherté du grain n'est pas forcément pour lui la matrice des crises économiques, qui ont aussi des racines financières.

Souvent on interprète la crise comme le paroxysme des difficultés vécues par des populations constamment misérables, vivant sur le fil du rasoir, jamais à l'abri d'une disette catastrophique, particulièrement au moment de la soudure, lorsque les greniers sont vides et les récoltes encore sur pied. Des prix haussiers seraient alors la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Dans les faits, **les populations y compris rurales vivent dans une situation de relative**

1. Fernand BRAUDEL et Ernest LABROUSSE, 1993, *Histoire économique et sociale de la France*, Paris, PUF, 1979 p. 104

2. Clément JUGLAR, *Des crises commerciales et leur retour périodique en France, en Angleterre et aux États-Unis*, Paris, Guillaumin et Cie, 1862, p.X

sécurité alimentaire. Les crises agricoles s'apparentent surtout à des crises des structures agraires, ce que montre bien la famine irlandaise de la pomme de terre à partir de 1845. La population irlandaise était-elle si misérable à la veille de cette attaque de mildiou catastrophique pour le tubercule ? Philippe Brillet¹ casse un certain nombre d'idées reçues : analysant les conditions de santé des Irlandais à partir d'archives sur les marins de la *Navy*, ou sur ceux engagés dans *l'East India Company* (pour la plupart recrutés dans les couches les plus pauvres de la population) il conclut que les Irlandais étaient d'une constitution assez solide et bénéficiaient d'un régime alimentaire satisfaisant. Leur espérance de vie à un an (après le pic de surmortalité infantile) était en 1841 de 50 ans, donc largement dans la moyenne européenne. Étudiant leur taille il constate qu'ils étaient plutôt plus grands que les autres Européens, donc mieux nourris depuis au moins une génération. Et ce grâce à un régime alimentaire fondé à la fois sur la pomme de terre et le lait. Bien des récoltes avaient été plus catastrophiques dans le siècle qui a précédé, lequel avait vu 24 crises dont au moins 5 d'une ampleur comparable. Le problème de 1845 ne vient pas du prix de la pomme de terre, mais de la modification des structures agricoles à son seul profit. Cultivée de longue date, la pomme de terre avait toutes les qualités possibles : sur le plan nutritionnel, elle était complète et surtout ses lacunes étaient comblées par le lait. La récolte est précoce et se prolonge tard, un acre peut alors nourrir une famille et son porc. Mais peu à peu les Irlandais abandonnent des cultures complémentaires et généralisent une variété moins chère, la « lumper », venue d'Écosse, bien moins intéressante nutritionnellement ; les récoltes moins abondantes obligent à mettre en culture des terres moins riches. Le renouvellement des sols en phosphate est moins favorisé par cette variété ; souvent les familles doivent se résigner à vendre leur bétail qui était pour beaucoup leur seul patrimoine. Le cercle vicieux de la crise a commencé. Des conclusions similaires sont tirées sur le cas français par Nadine Vivier² ; la crise agricole de 1846 survient alors que l'agriculture s'intensifie, que l'alimentation se diversifie (de plus en plus de lentilles, de fèves, complètent alors les « bleds », en réalité le seigle, l'épeautre, l'avoine plus que le froment, réservé au commerce avec les riches). Le commerce des grains est rationalisé, les mesures unifiées, les péages se raréfient, les transports sont utilisables sur des périodes longues... Surtout, l'État se montre plus capable de réagir aux disettes, grâce aux subventions données aux bureaux de bienfaisance publics qui créent des emplois aidés complémentaires des « ateliers de charité » fondés souvent par des riches.

1. Philippe BRILLET, « Les causes de la mortalité pendant la Grande Famine », *Revue Française de Civilisation Britannique*, XIX-2 | 2014, 33-49. <https://rfeb.revues.org/228#quotation>

2. Nadine VIVIER, « Pour un réexamen des crises économiques du XIX^e siècle en France », *Histoire & mesure* [En ligne], XXVI-1 | 2011, mis en ligne le 01 juillet 2011. URL : <http://histoiremesure.revues.org/4125>

Au Mans, ces bureaux font construire des routes, drainer les champs, distribuer du pain aux indigents... En résumé, les difficultés agricoles ne sont pas tant liées à des problèmes d'approvisionnement ou de prix qu'à d'autres facteurs, notamment l'appauvrissement lié à la crise des activités complémentaires de l'artisanat (lin, laine, cuir...).

1.2. Le schéma labroussien remis en question : le primat de la crise financière, sur fond d'essoufflement de la révolution du rail

La crise industrielle a largement précédé la crise agricole : Nadine Vivier a par exemple montré que dans la Sarthe, dès 1845, la crise était bien ancrée dans les filatures de coton et dans les fabriques de toile. Le marché est encombré d'étoffes qui ne se vendent pas, si ce n'est à vil prix. Pas de crise agricole cette année-là, ni la précédente, en revanche elle survient l'année suivante parce que les revenus se sont effondrés pour une partie de la population qui travaille encore selon le principe du *domestic system*, des agriculteurs œuvrant à des tâches artisanales à la morte-saison, pour le compte de négociants urbains qui leur fournissent la matière première, leur louent le matériel de filage, et se chargent d'écouler la production sur les marchés urbains.

Souvent, loin du schéma labroussien, **la crise économique fait suite à une période de relative euphorie commerciale** ; l'excessif optimisme de cette période conduit les banques à pratiquer trop généreusement l'escompte, et à prendre des risques inconsidérés en cas de retournement de la conjoncture. Quand les possibilités de crédit se tarissent, il se produit un effet de balancier et le ralentissement de l'activité est plus que proportionnel au freinage de la consommation.

Ensuite, il ne faut pas négliger une relative **autonomie des cycles agricoles et industriels** l'un par rapport à l'autre. L'idée est solidement ancrée que la cherté des prix agricoles ruine doublement les paysans : ils peinent à vendre leur production agricole raréfiée, et les gens des villes ne peuvent plus leur acheter les biens artisanaux produits dans un cadre proto-industriel, à domicile. Cela suppose que tous les paysans sont pluriactifs ce qui est faux. À Verviers et à Liège dans l'actuelle Belgique, la crise agricole n'est pas liée à la crise proto-industrielle, les paysans ne sont pas appauvris par la fin de leur pluriactivité. Celle-ci a disparu dès 1820 au profit d'un système de manufactures urbaines. Les crises industrielles et agricoles sont simultanées, mais indépendantes l'une de l'autre.

Enfin, les risques excessifs pris par les banques dans la période 1842-1847 apparaissent comme une cause majeure de la crise de 1846-1848. Dans cette période se développe la banque « en société », des regroupements de banquiers qui mutualisent des capitaux bien supérieurs aux maisons « privées » qui existaient jusqu'alors. Les quatre principales sociétés de banque de Paris en 1847 réalisent 1,5 milliard de francs d'escompte ; leur capital ne pèse que 55 millions de francs à la même date. Le risque de *run bancaire*, le niveau d'endettement de ces institutions elles-mêmes sont très préoccupants. Cette situation est incomparable avec celle des banques de province. Dans la ville dynamique de Saint Quentin, la Caisse commerciale réalise à la même date pour 105 millions de francs d'escompte ; le comptoir d'escompte de Marseille environ 40 millions de francs. Mais dans l'ensemble, les banques ont plusieurs défauts structurels alors : la faiblesse de leurs capitaux propres ; une poussée de « fièvre des commandites », quand les banques multiplient les prêts pour aider les entrepreneurs et les ménages à acheter des titres de sociétés industrielles en commandites ; l'immobilisation d'une partie de leurs capitaux dans des placements de long terme notamment des secteurs des services publics (mines, chemin de fer), ce qui réduit leur épargne disponible et la piège dans des rentes incertaines ; la dissymétrie dans la répartition des banques sur le territoire, concentrées surtout dans les territoires industriels et urbanisés (la plupart sont concentrées au nord d'une ligne La Rochelle / Lyon), concentration qui favorise la centralité de Paris et fragilise les petits établissements provinciaux. Les banques régionales fournissent bien les capitaux initiaux (cas des charbonnages du nord), mais ne peuvent financer les industries associées, et les plus rentables (céramique, sidérurgie, verrerie). Les banques régionales sont systématiquement obligées de faire intervenir des maisons parisiennes et en deviennent dépendantes. C'est dans ce contexte de fragilité que survient la crise de 1848 : les compagnies de chemin de fer ont émis beaucoup trop de titres qui sont achetés par des entreprises, des ménages, etc. Pour les acheter, ces agents utilisent le savoir-faire des banques qui leur prêtent de l'argent. Quand la crise survient et que les entreprises ont besoin de disponibilités d'argent rapides, elles doivent revendre ces titres à vil prix, et sont incapables de rembourser les traites, mettant en péril les maisons de crédit. En 1848, le cours des titres de chemin de fer a été divisé par deux. Échaudées et méfiantes, les banques restreignent alors les crédits, en augmentant leurs taux d'intérêt, ce qui paralyse aussi les achats d'effets de commerce entre entreprises. La crise agricole elle-même a des origines financières : elle est aggravée par des phénomènes de spéculation. Beaucoup d'agents s'étaient rués sur les titres des entreprises du secteur de l'ensemencement. La raréfaction des productions agricoles met ce dernier secteur dans une situation de crise. Parallèlement, il faut augmenter les importations de blé ce qui provoque des sorties d'or

importantes du territoire. L'encaisse de la banque de France baisse, elle doit augmenter ses taux d'intérêt et restreindre le crédit. La banque de France doit emprunter de l'argent à Londres et Saint-Pétersbourg.

1.3. Les interactions : les facteurs internationaux qui expliquent l'essaimage de la crise au plan européen

La crise peut se répandre d'un espace à l'autre sans contagion agricole, mais pour des raisons principalement politiques : dans le pays de Bade, dans l'actuelle Allemagne, la crise est d'abord politique, inspirée par la révolution française de février 1848, qui rejette le « roi bourgeois », et par la révolution suisse de 1846-1847 qui portait avant tout sur le rejet des catholiques et notamment des jésuites. La révolution politique peut être totalement indépendante des considérations agricoles ou même industrielles et financières. Mais elle peut aboutir, comme ce fut le cas dans plusieurs pays de la confédération germanique, à l'obtention d'une remise en question du système économique inéquitable, fondé sur la féodalité et des droits seigneuriaux injustes.

2 Les enjeux démographiques et socio-économiques : des populations traumatisées et acculées à la mobilité par les crises

2.1. Fragilités démographiques : mortalité, nuptialité et naissances sont diversement affectées par la crise

La mortalité consécutive aux crises agricoles est évidemment la conséquence la plus évidente et la traumatique : en Irlande, la famine est particulièrement terrible selon P. Brillet pour les jeunes enfants victimes, d'un « marasme nutritionnel » alors même que leurs besoins caloriques s'envolent au moment du sevrage. Compte tenu des approximations de la médecine de l'époque, il est difficile de quantifier les origines de la mortalité : on sait cependant que les deux principaux fléaux ont été le typhus (lié aux poux ; en réalité, plusieurs épidémies de typhus de nature différente se succèdent) et le choléra (une épidémie terrible sévit en 1849). Les fièvres et autres maladies digestives sont aussi estimées à peu près à un tiers des morts totales. Difficile cependant de dissocier les dysenteries recensées de cas de choléras. Le regroupement dans